Zeitschrift: Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Annuaire Suisse d'histoire économique et sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 34 (2020)

Artikel: La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident

Autor: Cordoba, Cyril

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-881013

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Cyril Cordoba

La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident

Switzerland at the heart of the Maoist propaganda in the West

This article presents the role of Switzerland, one of the first Western countries that recognized the newly founded People's Republic of China (PRC), in the spread of Maoism during the early 1960s. It focuses on three levels of analysis in order to highlight the different transnational networks used by the Chinese diplomacy. The first of these is a man (Nils Andersson), whose editorial activities in Lausanne contributed to the international diffusion of Maoist propaganda. The second is a movement (the pro-Chinese groups), organized in political parties and cultural associations throughout Switzerland. The third is a place (the Chinese embassy in Bern), which functioned as a hub for Beijing's activities in Europe.

Bien que, dans les années 1930 et 1940, l'épopée de Mao Zedong et de l'Armée populaire de libération ait déjà fait des émules hors de Chine, les récentes études consacrées au maoïsme se focalisent presque uniquement sur la période de la Révolution culturelle (1966–1976).[1] La plupart des travaux portant sur les mouvements prochinois dans le monde se concentrent sur des exemples nationaux,[2] et si certaines études comparatives ont vu le jour,[3] beaucoup ne se résument qu'à une

1 Miao Chi et al., La Révolution culturelle en Chine et en France, Paris 2017; Sebastian Gehrig, Barbara Mittler et Felix Wemheuer, Kulturrevolution als Vorbild? Maoismen im deutschsprachigen Raum, Francfort-sur-le-Main 2008.

2 Tom Buchanan, East Wind China and the British Left, 1925–1976, Oxford 2012; François Hourmant, Les Années Mao en France – Avant, pendant et après Mai 68, Paris 2018; Perry Johansson, Saluting the Yellow Emperor. A Case of Swedish Sinography, Leyde 2012; Aaron J. Leonard et Conor A. Gallagher, Heavy radicals. The FBI's secret war on America's Maoists. The Revolutionary Union/Revolutionary Communist Party 1968–1980, Winchester 2014; Alistair Shaw, Telling the Truth About People's China, Wellington 2010.

3 Martin Albers, Britain, France, West Germany and the People's Republic of China, 1969–1982.

Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 34, S. 61–73.
© 2020 Chronos Verlag, Zürich, ISBN 978-3-0340-1522-6, ISSN 1664-6460

succession de cas isolés.[4] Pourtant, au début des années 1960, de la Suède à la Nouvelle-Zélande en passant par les États-Unis, les partisans de la pensée maozedong avaient déjà essaimé aux quatre coins du monde, en donnant à ce phénomène une ampleur mondiale. Plutôt que de simplement lier la popularité du maoïsme au caractère global des années 68,[5] cet article propose de revenir sur le développement du communisme chinois en Occident après la rupture sino-soviétique en 1960.
En considérant la Suisse comme un carrefour de l'Europe, cette contribution insistera sur le rôle des solidarités internationales, qui ont permis d'établir des relations entre partis, entre organisations de masse ou entre militants, en marge des structures étatiques traditionnelles.[6] Il s'agira donc de souligner comment, en poursuivant des logiques élaborées par le Komintern dans les années 1920, Pékin a fait de la Confédération une plateforme pour la propagation du maoïsme grâce à la mise en place de réseaux alternatifs. En démontrant l'importance stratégique de la Suisse pour les affaires étrangères chinoises, cette présentation reviendra aussi sur les échanges transnationaux développés par les prochinois helvétiques, non seulement avec la République populaire de Chine (RPC), mais aussi avec des pays tiers.
Afin d'appréhender les logiques internationalistes guidant le développement des milieux maoïstes en Suisse, puis dans le monde, trois points de focalisation seront successivement adoptés: un homme, un mouvement puis un lieu. Tout d'abord, il sera question des activités de Nils Andersson et des Éditions de La Cité dans la diffusion de la propagande prochinoise à l'international. Ensuite, apparaîtront deux facettes du maoïsme helvétique: son versant politique (le parti) et son versant culturel (des associations), tous deux en liens étroits avec l'étranger. Enfin, l'ambassade chinoise à Berne sera présentée comme un nœud central des réseaux d'influence organisés par Pékin en Europe. Le rôle de la Suisse dans la propagation du maoïsme en Occident sera ainsi analysé de manière à en faire apparaître les dynamiques transnationales, au cœur de réseaux échappant à la diplomatie traditionnelle. Pour cela, il est d'abord nécessaire de revenir sur les circonstances historiques qui ont rendu cette situation possible.

The European Dimension of China's Great Transition, Londres 2016; A. Belden Fields, Trotskyism and Maoism. Theory and Practice in France and the United States, New York 1988.

4 Robert J. Alexander, Maoism in the Developed World, Westport 2001.

5 Angelika Ebbinghaus et al. (éd.), 1968. Ein Blick auf die Protestbewegungen 40 Jahre danach aus globaler Perspektive, Leipzig 2009; Geneviève Dreyfus-Armand (éd.), Les années 68. Le temps de la contestation, Bruxelles 2000.

6 Sabine Dullin et Brigitte Studer, Communisme transnational, in: Monde(s), n° 10 (2016); Vincent Genin (éd.), Réinventer la diplomatie. Sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919, Bruxelles 2016; José Gotovitch et Anne Morelli (éd.), Les Solidarités internationales. Histoire et perspectives, Bruxelles 2003; Sonja Grossman, Sowjetische Freundschaftsgesellschaften in Westeuropa. Instrumente und Akteure der Cultural Diplomacy im Kalten Krieg (1945–1991), Tübingen 2017.

Le moment suisse du maoïsme

À la suite de sa rapide reconnaissance de la RPC le 17 janvier 1950, la Suisse a été l'un des premiers pays occidentaux à entretenir des relations diplomatiques avec le régime de Mao.[7] Ainsi, en raison de la présence à Berne de la plus importante ambassade chinoise d'Europe, la Confédération helvétique a occupé jusqu'aux années 1970 une position stratégique pour Pékin.[8] Au niveau international, la Chine avait déclaré pencher d'un seul côté, celui de l'Union soviétique, qui s'imposait comme son principal allié militaire et économique. Pourtant, au fil des années 1950, les divergences entre la RPC et l'URSS n'ont cessé de s'accroître. Parmi les nombreux éléments de désaccord entre les deux pays, figuraient par exemple la réticence soviétique face au programme nucléaire chinois ou encore le refus par Pékin de la coexistence pacifique entre pays socialistes et capitalistes. À l'été 1960, les experts soviétiques présents sur le sol chinois ont finalement quitté le pays et, en 1962, l'alliance entre les deux grandes puissances communistes a été rompue.

Au cours des deux années suivantes, la bataille idéologique entre Pékin et Moscou a fait rage, avant qu'un conflit militaire n'éclate en 1969 sur leur frontière commune de l'Oussouri. Si cette rupture a suscité de nombreuses interprétations – elle aurait été notamment provoquée par des incompréhensions culturelles entre Khrouchtchev et Mao – ce sont avant tout des facteurs politiques, économiques et nationalistes qui en furent les causes.[9] Cette division du bloc communiste a durablement marqué le paysage de la guerre froide, désormais traversée par une forte rivalité entre deux modèles socialistes. Pour le camp prochinois, tout ce qui émanait de l'URSS était alors qualifié de révisionnisme, c'est-à-dire de trahison de l'idéologie communiste. En revanche, Pékin considérait sa propre politique comme la continuation directe des enseignements de Marx, puis de Lénine, et affirmait donc poursuivre la voie du marxisme-léninisme, enrichi de la pensée maozedong. Les militants prochinois utilisaient donc un vocabulaire qui excluait en général l'appellation de maoïste.

À partir 1956, la RPC a progressivement gagné ses lettres de noblesse en tant que modèle révolutionnaire alternatif pour le Tiers-Monde, et ce malgré la catastrophe du Grand Bond en avant (1958–1962). En effet, alors que Khrouchtchev dévoilait son rapport secret et que les chars soviétiques entraient à Budapest, le prestige de

7 Quelques jours auparavant, la Grande-Bretagne, la Norvège, le Danemark, la Finlande puis la Suède avaient déjà fait de même. Voir Michele Coduri, La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955, Louvain-la-Neuve 2004.

8 La RPC n'a été reconnue par la France qu'en 1964, par l'Italie en 1970, par l'Autriche et la Belgique en 1971, et par l'Allemagne de l'Ouest en 1972.

9 Shu Guang Zhang, The Sino-Soviet Alliance and the Cold War in Asia, 1954–1962, in: Melcyn P. Leffler and Odd Arne Westad (éd.), The Cambridge History of the Cold War, vol. I, Cambridge 2011, pp. 353–375.

l'URSS, vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, subissait de sérieux revers. Même si, une fois la rupture diplomatique avec Moscou consommée, Pékin a perdu de nombreux alliés, pour ses partisans, la Chine maoïste gardait deux caractéristiques qui faisaient défaut à l'Union soviétique. Premièrement, elle incarnait la possibilité d'une victoire communiste dans un pays non Blanc, au terme de longues années de conflits militaires.[10] Afin de propager cette image, la diplomatie chinoise a été particulièrement active auprès des mouvements de libération nationale, notamment en Afrique, où Zhou Enlai a accompli une tournée triomphale en 1963–1964. Deuxièmement, elle s'imposait, en tant que victime des puissances européennes, comme un allié naturel de la lutte anti-impérialiste, sans nécessairement dicter un modèle unique d'économie socialiste.[11] De cette manière, dans le combat pour prendre la tête du mouvement révolutionnaire mondial, Pékin s'est d'abord attiré les sympathies de militants anticolonialistes, imprégnés par la guerre d'Algérie.

Nils Andersson l'internationaliste

En Suisse, au début des années 1960, plusieurs librairies, dont les plus connues étaient la Librairie Rousseau à Genève et la Pinkus Buchhandlung à Zurich, diffusaient la propagande venue de Pékin, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi dans le monde entier. En 1960, les autorités helvétiques estimaient: «[...] nous n'avons vis-à-vis de l'étranger aucune obligation, ni juridique, ni politique, de nous opposer aux dits envois. Rien dans l'acheminement de ce matériel de propagande n'est de nature à nous entraîner dans un conflit armé. En revanche, il est incontestable que des intérêts suisses sont en jeu dans cette affaire [et] nos relations avec certains États étrangers peuvent en outre s'en trouver altérées.»[12] En constatant l'ampleur du phénomène, le Conseil fédéral a alors rappelé l'arrêté du 29 décembre 1948 – qui interdisait toute propagande menaçant l'indépendance et la neutralité du pays – afin de confisquer les revues chinoises.[13] Pourtant, après cette décision de 1961, les douanes suisses ont continué à intercepter chaque année des colis de plusieurs centaines de kilos de propagande, que les librairies suisses distribuaient principalement vers des pays d'Amérique latine et d'Afrique.

10 Robeson Taj Frazier, The East is Black. Cold War China in the Black Radical Imagination, Durham 2014.

11 Jeremy Friedman, Shadow Cold War. The Sino-Soviet competition for the Third World, Chapel Hill 2015.

12 Archives fédérales suisses (AFS), E4320C#1994/78#711*, lettre du Département politique fédéral (DPF) au Ministère public, le 21. 11. 1960.

13 AFS, E4320C#1994/78#711*, décision du Département fédéral de Justice et Police (DFJP), le 18. 1. 1961.

Tableau 1: Journaux maoïstes saisis par les douanes suisses (en nombre d'exemplaires)

1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
649	754	751	1166	1797	6502	5167	7294	2546	2026

Tableau réalisé à partir d'AFS, E4320C#1994/78#711*: rapport de la direction des douanes au Ministère public, le 6 février 1964.

Face à cette situation, la police fédérale suisse (Bundespolizei, BUPO) a informé le DPF que le gouvernement souhaitait agir: «Der Bundesrat will damit im Interesse unserer völkerrechtlichen Beziehungen verhindern, dass die Schweiz zum internationalen Umschlagsplatz von extremistischem politischem Propagandamaterial wird.»[14] Le Conseil fédéral savait donc que la Suisse servait de plaque tournante pour la propagande chinoise, en raison notamment des activités des Éditions de La Cité, fondées par Nils Andersson.

Né le 14 février 1933 à Lausanne d'un père suédois et d'une mère française, Andersson a rapidement été surnommé «le champion du communisme chinois» par la BUPO.[15] Proche du Parti suisse du Travail (PST), mais davantage orienté vers un engagement tiers-mondiste, Andersson s'était fait remarquer dès la fin des années 1950 en publiant des ouvrages – alors interdits en France – qui dénonçaient l'usage de la torture en Algérie.[16] Les Éditions de La Cité sont ainsi devenues un centre de soutien au FLN et à différents mouvements de libération nationale.[17] C'est au sein de ces milieux anticolonialistes, qu'Andersson a rencontré l'avocat Jacques Vergès. Ce dernier dirigeait alors la revue algérienne *Révolution africaine*, avant de lancer son propre journal, *Africa, Latin America, Asia: Revolution* (devenu ensuite *Révolution*). Cette expérience éditoriale éphémère (1963–1965) a débuté à La Cité, où les premiers numéros ont été conçus et imprimés.[18] Ainsi, une collaboration entre le Suédois Nils Andersson et le Français Jacques Vergès a permis à un périodique financé par Pékin et destiné au Tiers-Monde d'être produit à Lausanne.

14 AFS, E4320C#1994/78#745*, lettre de la BUPO au DPF, le 6. 8. 1964.

15 AFS, E4320C#1994/78#747, rapport de la BUPO sur Nils Andersson, mars 1964.

16 Damien Carron, De La Question au Manuel du militant algérien. Nils Andersson, «La Cité: Éditeur» et la guerre d'indépendance algérienne, in: François Vallotton (éd.), Livre et militantisme. La Cité Éditeur, 1958–1967, Lausanne 2007, pp. 29–67.

17 Nils Andersson, Mémoire éclatée. De la décolonisation au déclin de l'Occident, Lausanne 2016.

18 Pierre Jeanneret, Les engagements politiques des années 60 et l'expulsion de Nils Andersson, in: Vallotton (voir note 27), pp. 109–159.

Ses riches illustrations et son style chic faisaient de *Révolution* une sorte de «Planète *du pauvre*»[19] ou de «Paris Match *des révolutionnaires*».[20] Sur dix mille exemplaires, trois mille étaient destinés à Pékin, deux mille cinq cents à Londres, deux mille cinq cents à New York, mille à Dar es Salaam, cinq cents à Lagos et cinq cents à Lausanne.[21] En guise de financement, l'intégralité du tirage était achetée par Guozi Shudian.[22] À Berne, les autorités jugeaient inacceptable que la Suisse continue à servir de centre d'expédition pour du matériel révolutionnaire. En octobre et décembre 1963, Jacques Vergès et le rédacteur en chef Richard Gibson ont donc été interdits de territoire helvétique, avant que la revue ne connaisse le même sort quelques mois plus tard.[23] Mais l'activité prochinoise d'Andersson n'a pas cessé pour autant, puisque La Cité a également publié, toujours avec le concours de Pékin, les thèses chinoises au centre de la rupture sino-soviétique.

Comme nous l'avons vu, l'affrontement idéologique entre la RPC et l'URSS se menait, au début des années 1960, sur le front des déclarations officielles, dont les militants du monde entier prenaient connaissance par le biais de brochures des Éditions en langues étrangères de Moscou et de Pékin. En 1963, deux documents chinois incontournables de ce conflit, *Léninisme et révisionnisme moderne* et *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international* ont reçu en réponse une *Lettre ouverte du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique*. En Suisse, le PST, fidèle à Moscou, a non seulement refusé de publier dans la *Voix ouvrière* les documents du Parti communiste chinois (PCC), mais il a également demandé à toutes les librairies qui lui étaient apparentées de les détruire. Nils Andersson a donc fait imprimer en français ces documents polémiques, d'entente avec l'ambassade chinoise.

En outre, Andersson a mis Guozi Shudian en relation avec François Maspero, dont la librairie La Joie de Lire est devenue la première à diffuser les thèses chinoises en France.[24] Afin d'éviter la saisie des documents chinois aux douanes françaises, un certain nombre de publications étaient envoyées depuis Lausanne. Andersson s'est donc chargé d'imprimer des textes chinois et de les diffuser à l'international jusqu'à ce que la RPC ait développé un efficace réseau de propagande dans le

19 Entretien de l'auteur avec Nils Andersson le 27 octobre 2016 à Paris.

20 Jeanneret (voir note 19), p. 121.

21 Ces chiffres proviennent de Nils Andersson et de l'historien Pierre Jeanneret. À l'époque, Richard Gibson avait confirmé les dires de François Fejtő, évoquant plutôt 20 000 exemplaires. Il précisait également que les ventes ne dépassaient jamais les 7500 exemplaires. Voir Richard Gibson, A Maoist in France. Jacques Vergès and Révolution, in: The China Quarterly, nº 21 (1965), pp. 179–182, p. 179.

22 Littéralement *Librairie internationale*, le service d'import et d'export de littérature en langues étrangères de la RPC.

23 AFS, E4320C#1994/78#747*, rapport de la BUPO, mars 1964.

24 Entretien de l'auteur avec Nils Andersson, le 19 décembre 2015 à Lausanne.

monde entier. En 1967, il a été expulsé du territoire helvétique pour ses activités politiques subversives, qualifiées de haute trahison et d'atteinte à l'indépendance de l'État.[25] Après un rapide passage en Belgique pour participer à la traduction néerlandaise des œuvres de Mao, Nils Andersson s'est installé pendant cinq ans en Albanie, où il a travaillé pour Radio Tirana, qui était alors la voix du PCC en Europe. Mais son héritage en Suisse n'a pas disparu pour autant, car avant son exil forcé, il avait fondé un mouvement prochinois.

Les maoïstes suisses au cœur de l'Europe

Le premier parti (prétendument) maoïste de Suisse a été créé en 1963 par Gérard Bulliard, qui s'est rapidement révélé être un opportuniste à la recherche de pouvoir.[26] Son Parti communiste suisse (PCS) a néanmoins réussi à tromper la confiance des diplomates chinois et a obtenu d'importantes sommes d'argent par l'entremise de l'ambassade chinoise à Berne et de l'ambassade albanaise à Paris.[27] Il a également reçu le soutien des prochinois de l'étranger, puisque, lors de la première réunion du PCS, les rares partisans de Bulliard ont pu constater que les statuts du PCS, créés à la hâte, avaient simplement été calqués sur ceux du parti belge.[28] Antisémite notoire, Bulliard a également été le pion d'un autre réseau international, anticommuniste cette fois-ci, et au service des intérêts coloniaux portugais: l'Aginter Press.[29] Ce cas particulier était révélateur de l'empressement avec lequel Pékin apportait son soutien à de potentiels partisans. Le dirigeant du PCS a d'ailleurs lui-même confié à la BUPO: «[...] les Chinois, selon lui, ne sont pas conséquents. Ils distribuent des fonds au petit bonheur sans s'occuper de la valeur des bénéficiaires.»[30]
Par cette remarque, Bulliard visait avant tout à décrédibiliser le Centre Lénine, créé par Nils Andersson en 1964. Devenue l'Organisation des communistes de

25 Jeanneret (voir note 19), p. 137.
26 Luc van Dongen, De toute façon la gauche était contrôlée. Agents provocateurs, infiltrations et subversion de droite à l'intérieur des mouvements sociaux, in: Charles Heimberg, Stéphanie Prezioso et Marianne Enckell (éd.), Mourir en manifestant. Répressions en démocratie, Lausanne 2008, pp. 159–183.
27 AFS, E2001E-01#1987/78#246*, rapports de la BUPO, 1963–1964.
28 Alphonse Bonenfant, L'évolution du grippisme en Belgique, in: Émile Rikir, Le P. C. B. et la scission «grippiste» de 1963, Bruxelles 2002, pp. 22–34.
29 Bulliard était un proche de l'ancien officier SS Robert Leroy et d'autres personnalités d'extrême droite, qui ont pu infiltrer des mouvements de libération au Mozambique grâce à des cartes de presse du parti de Bulliard, ce qui aurait vraisemblablement entraîné l'assassinat d'Eduardo Mondlane. Voir Jesus José Manuel Duarte, A guerra secreta de Salazar em África. Aginter Press: uma rede internacional de contra-subversão e espionagem sediada em Lisboa 2012, et George Roberts, The assassination of Eduardo Mondlane: FRELIMO, Tanzania, and the politics of exil in Dar es Salaam, in: Cold War History 17 (2017), pp. 1–19.
30 AFS, E2001E-01#1987/78#246*, lettre de la police cantonale de Vaud à la BUPO, 5. 7. 1964.

Suisse en 1967, cette organisation maoïste a finalement donné naissance au Parti communiste suisse / marxiste-léniniste (PCS/ml) en 1972.[31] En tant qu'unique parti suisse officiellement adoubé par la RPC, le PCS/ml a immanquablement soutenu et relayé toutes les positions chinoises, en suivant les revirements et les volte-face du pouvoir à Pékin, particulièrement durant la Révolution culturelle. Dans les années 1970, plusieurs autres partis d'inspiration maoïste, non reconnus par Pékin et parfois qualifiés de *maos spontex* (pour *spontanéisme*), ont également éclos. Il s'agissait par exemple des groupes Rupture pour le communisme à Lausanne ou Revolutionäre Aufbauorganisation à Zurich, qui se sont réunis avec de multiples autres organisations mineures entre 1973 et 1976 sous la bannière de la Conférence de Berne.[32]

Totalement éloigné des revendications libertaires de ces groupes des années 68, le Centre Lénine se destinait avant tout à propager le discours révolutionnaire chinois. Avant même de se développer en Suisse alémanique au début des années 1970, l'organisation a entretenu des relations avec des groupes prochinois à l'étranger, et notamment en France et en Italie. Mais le mouvement maoïste suisse a surtout tissé des liens étroits avec un des premiers partis soutenus par Pékin en Occident, le Parti communiste belge (PCB) de Jacques Grippa. Né en 1963, le PCB avait pour mission d'organiser des partis marxistes-léninistes en Europe.[33] Avec d'autres figures historiques du communisme belge, Grippa avait été à l'origine d'une scission à l'intérieur du parti communiste prosoviétique. Il a ensuite désapprouvé la Révolution culturelle tandis que son parti plongeait toujours plus dans un sectarisme marqué par d'incessantes vagues d'expulsions. Mais au-delà de la Belgique, les réseaux chinois s'étendaient dans plusieurs autres pays européens, et particulièrement en Albanie.

Jusqu'en 1977, le régime d'Enver Hoxha a représenté une destination de choix pour les maoïstes suisses. Ces derniers s'y sont rendus au moins une fois par an dans les périodes 1964–1970 et 1974–1977,[34] et la police fédérale suspectait de jeunes militants d'y suivre des cours de guérilla, de subversion et d'espionnage.[35] Tirana a en tout cas clairement fourni une aide financière aux mouvements maoïstes du

31 Le PCS/ml a tenté en vain de survivre à la fin du mouvement maoïste en devenant en 1986, le *Parti pour le socialisme et la liberté*. Voir Angela Zimmermann, Maoisten in der Schweiz. Das lange rote Jahrzehnt der KPS/ML im Kontext der schweizerischen Linken, Zurich 2006.

32 Voir Nuno Pereira, Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68, Lausanne 2015.

33 Jean-Michel de Waele, Les réactions du PCB face à la scission grippiste, in: Pascal Delwit (éd.), La peur du rouge, Bruxelles 1996, pp. 137–145.

34 AFS, E4005#1995/305#607*, fiches de surveillance de la BUPO sur le PCS/ml, 1964–1987.

35 Aucun des ex-militants prochinois rencontrés par l'auteur n'a confirmé ces spéculations. AFS, E4320C#1994/78#705*, rapport de la BUPO, 27. 6. 1969.

monde entier, et le PCS/ml figurait parmi ses bénéficiaires.[36] Pour son lancement, *Octobre,* le journal du Centre Lénine, a aussi été soutenu par Pékin, qui avait souscrit trois cents abonnements.[37] Mais, pour se financer, ces mouvements se reposaient surtout sur la vente de matériel de propagande. Ils recevaient des milliers de brochures, de livres, de magazines et d'autres productions de Pékin, avec d'importants rabais, en général d'au moins 50 %, et souvent gratuitement.[38] Les militants revendaient ensuite ces documents à leurs profits lors de manifestations du parti ou grâce aux associations d'amitié avec la Chine.

Dès 1964, sous le nom de Connaissance de la Chine puis sous l'appellation de Freundschaft mit China, ces associations ont développé en Suisse de multiples activités et ont connu un succès important jusqu'à la fin des années 1980, en attirant jusqu'à 1500 membres et en envoyant, à leur apogée, plusieurs centaines de personnes par année en RPC. Officiellement apolitiques et ouvertes au grand public, elles fonctionnaient, selon la terminologie marxiste, comme des organisations de masse du parti d'avant-garde (le PCS/ml).[39] Elles se sont développées dans tout le pays dès 1971 grâce à leur offre de voyages en Chine et à de nombreuses autres activités, telles que des expositions ou des projections de films. Elles organisaient surtout des conférences, dont les orateurs internationaux servaient généralement de porte-parole officieux du régime.

Parmi eux, l'Américain Edgar Snow, qui avait été l'un des pionniers de l'amitié avec la Chine dans les années 1930, était venu s'établir dès le début des années 1960 dans le canton de Vaud. Exilé politique et membre de Connaissance de la Chine Genève, il a exercé depuis la Suisse des activités en faveur de la RPC, qui avaient une audience dans le monde entier. Dans le même esprit, membre honoraire de l'association de Lausanne, l'écrivaine sino-belge Han Suyin a également été active sur les cinq continents. Très prolifique conférencière et autrice à succès traduite en dix-sept langues, cette thuriféraire du régime a expliqué qu'en plus du calme offert par la Suisse, c'était surtout sa position géographique au cœur de l'Europe qui l'avait séduite, car elle lui permettait de se rendre facilement aux quatre coins du monde.[40] Cette place centrale a donc contribué à faire de la Confédération

36 Nicolas Miletitch, Révélations des archives de Tirana, in: Cahiers d'histoire sociale, n° 6 (1996), pp. 83–96, p. 84; Ylber Marku, Sino-Albanian Relations during the Cold War, 1949–1978: an Albanian Perspective, Hong Kong 2017, pp. 124–125.

37 AFS, E4005#1995/305#607*, lettre de Waiwen Shudian au Centre Lénine, 8. 12. 1964.

38 AFS, E4005#1995/305#607*, factures de Guozi Shudian au PCS/ml interceptées par la BUPO entre 1967 et 1972.

39 Cyril Cordoba et Kaixuan Liu, Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland (1950s–1980s), in: Janick Schaufelbuehl, Marco Wyss et Valeria Zanier (éd.), Europe and China in the Cold War: Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split, Leyde 2018, pp. 85–107.

40 Drajo Arsenijevic, Han Suyin, médecin, écrivain ou ambassadeur de Mao?, in: Tribune de Genève, 20./21. 11. 1971, p. 12.

une vraie plateforme pour les maoïstes, qui avaient établi des réseaux dans toute l'Europe, et dont le nœud central se situait à Berne.

Berne: quartier général maoïste

Pour de nombreuses activités prochinoises en Europe occidentale, l'ambassade chinoise de Berne a été un centre de diffusion, un lieu de coordination et une source de financement primordiale. Elle représentait un atout stratégique pour Pékin au moment où la Suisse demeurait la principale représentation chinoise dans la région. Elle a donc servi la stratégie globale de diplomatie populaire mise en place par la RPC. Celle-ci passait notamment par l'intermédiaire du département de liaisons internationales du PCC, l'Association du Peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger ou encore l'agence de presse Xinhua (Chine Nouvelle). Cette dernière disposait d'un bureau à Genève qui a notamment servi de point de contact pour des militants italiens,[41] venant s'y procurer les textes polémiques des Chinois contre le PCI.[42] Cette agence, tout comme le consulat chinois à Genève et l'ambassade à Berne, avait recours aux services d'étudiants chinois. En leur assignant de nombreuses tâches, la RPC visait surtout à restreindre leur liberté de mouvement et à garder un contrôle sur leur entourage politique.[43]
Durant les années 1960, l'action de l'ambassade de Berne consistait principalement à utiliser toutes les forces étrangères potentiellement favorables à la révolution chinoise. Elle a par exemple organisé le séjour d'instituteurs suisses en Chine. Ceux-ci enseignaient le français et l'allemand à l'université ou travaillaient à l'adaptation de textes traduits du chinois pour les Éditions en langues étrangères de Pékin. Au début de la Révolution culturelle, cette communauté comprenait une quinzaine de Suisses.[44] Le plus souvent, ces jeunes enseignants revenaient enchantés de leur séjour et passaient ensuite plusieurs mois, voire plusieurs années pour les plus enthousiastes, à militer en faveur de l'amitié avec la Chine.[45] La plupart de ces voyageurs sont devenus des défenseurs de la politique de Pékin, en intégrant les rangs du PCS/ml ou en s'engageant au sein des associations suisses d'amitié avec la Chine. Pour les autorités suisses, il ne s'agissait ni plus ni moins

41 AFS, E4320C#1994/78#763*, rapport de la BUPO, 3. 9. 1962.
42 Renmin Ribao (Quotidien du Peuple), Le divergenze fra il compagno Togliatti e noi, Pékin 1963; Hongqi (Drapeau Rouge), Ancora sulle divergenze fra il compagno Togliatti e noi, Pékin 1963.
43 AFS, E4320C#1994/78#828*, note de la BUPO, 29. 9. 1966.
44 AFS, E2001E#1978/84#2341*, liste des citoyens suisses sur sol chinois en août 1966, réalisée par l'ambassade suisse à Pékin.
45 Entretiens de l'auteur avec d'anciens professeurs, étudiants et traducteurs suisses en Chine dans les années 1960, entre février 2016 et mars 2017.

que d'un lavage de cerveau et d'un processus d'endoctrinement qui représentait un réel danger pour la démocratie.[46]

Avec ou sans le concours de ces organisations, l'ambassade chinoise à Berne et le consulat général à Genève ont régulièrement organisé des projections de films de propagande.[47] Certains d'entre eux ne pouvaient être diffusés en dehors de leurs murs, car ils étaient jugés dangereux pour la Confédération (généralement à cause d'un fort discours antiaméricain ou antisoviétique).[48] Dans un autre registre, l'ambassade chinoise émettait aussi son propre bulletin d'information à plusieurs milliers d'exemplaires,[49] ainsi que des revues comme *Peking Rundschau*, *China Reconstructs* ou *Littérature chinoise*.[50] Tous les récipiendaires de cette propagande chinoise étaient dûment listés par la BUPO, qu'il s'agisse de la Bibliothèque nationale suisse, de Brown Boveri ou de Charlie Chaplin.[51]

Même après la reconnaissance de la RPC par plusieurs pays ouest-européens, l'ambassade de Berne a gardé un rôle important pour les mouvements maoïstes dans le monde.[52] Cela a été rendu public en juin 1965, lorsque six militants pro-chinois français ont été interpellés à leur sortie de l'ambassade. En interrogeant chacun d'entre eux, la police fédérale a pu confirmer que les Chinois entretenaient des liens étroits avec les cercles marxistes-léninistes en France.[53] Il a été révélé qu'en plus de leur fournir de l'argent et du matériel, l'ambassade leur transmettait également des directives quant à l'organisation de leur mouvement. Finalement, tous ces militants ont été interdits de territoire suisse pendant plusieurs années, parce qu'ils y étaient venus «en tant que représentant[s] d'un parti antidémocratique étranger [pour se livrer] à une activité politique illégale».[54] Diplomatiquement, la Suisse qui ne pouvait pas porter atteinte aux relations sino-suisses déjà fragilisées par la question tibétaine,[55] a timidement adressé une protestation à l'ambassade chinoise alors que la presse nationale s'insurgeait.[56]

46 AFS, E2001E#1978/84#2341*, lettre de l'ambassadeur suisse en Chine au DPF, le 7. 12. 1965.
47 AFS, E4320C#1994/78#789*, rapports de la police cantonale genevoise au sujet de la propagande chinoise, de 1960 à 1967.
48 AFS, E4320C#1994/78#748*, lettre de la BUPO au DPF, le 1. 3. 1962.
49 AFS, E4320C#1994/78#745*, lettre de la BUPO au DPF, le 6. 8. 1964.
50 AFS, E4320C#1994/78#709*, rapport de la BUPO sur les activités de propagande de l'ambassade, le 22. 5. 1969.
51 AFS, E4320C#1994/78#747*, liste des récipiendaires de propagande chinoise en Suisse, le 9. 1. 1964.
52 AFS, E4320C#1994/78#765*, rapport de la BUPO, le 22. 6. 1972.
53 AFS, E4320C#1994/76#254*, rapport de la BUPO, le 22. 6. 1965.
54 AFS, E4320C#1994/76#253*, lettre du DFJP à Georges Frêche, le 17. 5. 1966.
55 Ariane Knüsel, Armé de la pensée de Mao Tsé-toung, on peut résoudre tous les problèmes. L'influence de la Révolution culturelle sur les relations entre la Suisse et la République populaire de Chine, in: Relations internationales, nº 163 (2015), pp. 29–46.
56 AFS, E4320C#1994/76#253*, communiqué du DFJP, le 29. 6. 1965.

Un autre scandale diplomatique – l'arrestation de Marcel Buttex – a éclaté en 1970 en révélant l'attention portée à l'ambassade chinoise par de grandes puissances mondiales. À 57 ans, cet employé communal lausannois a été condamné pour avoir servi d'informateur pour le compte de l'ambassade soviétique depuis 1962.[57] En plus des renseignements concernant la Confédération, Buttex avait été chargé de récolter des informations en infiltrant les milieux maoïstes suisses.[58] Devenu proche de l'ambassade chinoise, il avait d'abord rejoint le clan de Gérard Bulliard, pour lequel il signait des articles sous le pseudonyme de Tenebras Lux dans le journal L'Étincelle.[59] Il avait ensuite fait partie du Centre Lénine et surtout de l'association Connaissance de la Chine[60] avant de se faire démasquer et condamner. Dans son témoignage d'ancien diplomate, Nicolas Polianski a expliqué à quel point, au sein de l'ambassade soviétique de Berne, «il fallait ne laisser passer aucun entrefilet concernant les activités des Chinois en Suisse: on pensait aux activités de l'ambassade chinoise à Berne, au travail de l'Association des amitiés helvético-chinoises, à la venue de délégations, à l'activité des ‹maoïstes› dans diverses organisations de jeunesse de gauche».[61]

Ce rôle international de l'ambassade de Berne a été abondamment souligné, parfois avec excès, par les militants anticommunistes comme l'Américain Victor Riesel,[62] la Française Suzanne Labin[63] ou l'Allemand Friedrich Schlomann, qui a brièvement été l'un des informateurs de la BUPO au sujet du maoïsme en Europe.[64] Leurs spéculations ont souvent renforcé les craintes excessives de la police fédérale,[65] même si de nombreux prochinois étrangers se rendirent au cours des années 1960 à Berne pour recevoir du matériel, des informations et des financements.[66]

Dans les années 1960, la Suisse a donc été un rouage important du mouvement maoïste, qui représentait alors une alternative révolutionnaire à la déception suscitée par l'Union soviétique. Ce phénomène ne peut être analysé que dans une perspective globale, en soulignant les relations tentaculaires de Pékin avec Tirana, Bruxelles

57 Quinze mois avec sursis pour Buttex, in: L'Impartial, 7. 7. 1971, p. 23.

58 Deux diplomates soviétiques ‹travaillaient› avec Buttex, in: Feuille d'avis de Lausanne, 7.–8. 2. 1970, p. 7.

59 Tenebras Lux, De la question de l'éducation politique, in: L'Étincelle, nº 4, avril (1964), p. 7.

60 AFS, E4320C#1995/390#886*, rapport de la police cantonale de Vaud, le 29. 10. 1969.

61 Nicolas Polianski., M. I. D. Douze ans dans les services diplomatiques du Kremlin, Paris 1984, p. 141.

62 Victor Riesel, Chinese Communists Direct Long Distance Revolutions Out of Advance Mass Base in Switzerland, in: Los Angeles Times, 17. 8. 1964.

63 Suzanne Labin, Reconnaissance Chine communiste, ambassades pour subversions, Paris 1964.

64 AFS, E4320C#1994/78#710*, rapport de la BUPO, le 14. 4. 1964.

65 Friedrich-Wilhelm Schlomann et Paulette Friedlingstein, Die Maoisten. Pekings Filialen in Westeuropa, Francfort-sur-le-Main 1970.

66 Par la suite, tandis que les ramifications de la propagande chinoise dans le monde se consolidaient, les représentations diplomatiques chinoises à La Haye, Rome, Paris et Stockholm ont gagné en importance. AFS, E2001E-01#1982/58#2389*, lettre de la BUPO au DPF, le 25. 7. 1968.

et d'autres pôles internationaux. Au sein de ces réseaux transnationaux, échappant au contrôle des États capitalistes, la position diplomatique et géographique de la Confédération a contribué à la création d'un nouveau courant communiste prochinois. De nombreux transferts d'idées politiques, de matériel de propagande, de ressources financières et d'individus entre la Chine et l'Occident sont passés par la Suisse. Néanmoins, cette dernière a aussi abrité son propre mouvement prochinois, au sein de partis marxistes-léninistes, mais aussi à l'intérieur d'organisations plus larges, créées avec des soutiens venus d'Albanie et de Belgique. Bien plus que les groupuscules maoïstes souvent sectaires, les associations d'amitié ont été l'un des instruments les plus efficaces d'un *soft power* visant à ce que l'étranger serve les intérêts de la Chine.[67] Pour mettre en place cette stratégie, l'ambassade chinoise à Berne, en lien avec des militants du monde entier, a donc servi de plaque tournante et de maillon central des affaires étrangères (*waishi*) de Pékin.

Par la suite, les années 68 ont donné un nouvel élan au mouvement maoïste, renforcé non seulement par une certaine fascination pour la Révolution culturelle, mais aussi par un contexte international marqué par une radicalisation de la contestation. Cette période a vu apparaître de nouveaux courants maos (les spontanéistes), dont l'aura médiatique et l'empreinte politique ont bien plus marqué les historiens que ne l'ont fait les marxistes-léninistes du type PCS/ml. Pourtant, maos et maoïstes partageaient le culte de la pensée maozedong, renfermée dans le Petit Livre Rouge, dont la diffusion et la réappropriation dans de multiples contextes ont symbolisé les circulations transnationales propres à la diffusion du maoïsme.[68]

67 Anne-Marie Brady, Making the Foreign Serve China. Managing Foreigners in the People's Republic, Lanham 2003.

68 Alexander C. Cook (éd.), Mao's Little Red Book. A Global History, Cambridge 2014; Anke Jaspers et al. (éds.), Ein kleines rotes Buch. Die Mao-Bibel und die Bücher-Revolution der Sechzigerjahre, Berlin 2018.